Arrêt civil -

Audience publique du trente septembre deux mille quatre.

Numéro 26613 et 26638 du rôle.

Composition:

Georges SANTER, président de chambre,
Irène FOLSCHEID, premier conseiller,
Monique BETZ, premier conseiller;
Joëlle GRETHEN, greffier assumé.

I.

Entre:

la société de droit belge MOBICA S.A., établie et ayant son siège social à B-1702 GROOT-BIJGAARDEN, 50 Gossetlaan, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Pierre KREMMER de Luxembourg en date du 21 novembre 2001 et 6 décembre 2001,

comparant par Maître Nicolas DECKER, avocat à la Cour à Luxembourg,

et:

1. **A.**), commerçant, demeurant à L-(...),

intimé aux fins du susdit exploit KREMMER,

comparant par Maître Jean-Louis SCHILTZ, avocat à la Cour à Luxembourg,

2. **la société SEDIA MASPERO s.à.r.l** , société constituée sous la forme de société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social à I-20036 MEDA, via Indipenza, représentée par son gérant actuellement en fonctions,

intimée aux fins du prédit exploit KREMMER,

comparant par Maître Claude PAULY, avocat à la Cour à Luxembourg.

3. **la société de droit italien S.p.A. CASSINA**, établie et ayant son siège social à I-20036 MEDA/MILANO, Via L. Busnelli 1, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions

intimée aux fins du prédit exploit KRMMER,

comparant par Maître Nicolas DECKER, avocat à la Cour à Luxembourg

II.

Entre :

la société de droit italien S.p.A. CASSINA, établie et ayant son siège social à I-20036 MEDA/MILANO, Via L. Busnelli 1, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions,

appelante aux termes d'un exploit de l'huissier de justice Pierre KREMMER de Luxembourg, en date du 21 novembre 2001 et 6 décembre 2001,

comparant par Maître Nicolas DECKER, avocat à la Cour à Luxembourg,

et

1. **A.**), commerçant, demeurant à L-(...)

intimé aux fins du susdit exploit KREMMER,

comparant par Maître Jean-Louis SCHILTZ, avocat à la Cour à Luxembourg,

2. **la société SEDIA MASPERO s.à.r.l.**, société constituée sous la forme de société à responsabilité limitée, établie et ayant son siège social à I-20036 MEDA, 22 via Indipenza , représentée par son gérant actuellement en fonctions,

intimée aux fins du susdit exploit KREMMER,

comparant par Maître Claude PAULY, avocat à la Cour à Luxembourg

3. **la société de droit belge MOBICA S.A.**, établie et ayant son siège social à B-1702 GROOT-BIJGAARDEN, 50

Gossetlaan, représentée par son conseil d'administration actuellement en fonctions.

LA COUR D'APPEL :

Par exploit d'huissier du 14 mai 1999, la société de droit italien S.p.A. Cassina et la société de droit belge Mobica s.a. ont fait comparaître **A.)** devant le tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière civile, aux fins de se voir ordonner de cesser et de faire cesser avec effet immédiat tout acte illégitime à l'égard des requérantes et des titulaires du droit d'auteur et de se voir interdire tout particulièrement de fabriquer, offrir, exposer, stocker, vendre, livrer, importer ou exporter au/du Grand-Duché de Luxembourg des modèles de meubles identiques ou ressemblant excessivement aux modèles de meubles LE CORBUSIER, et notamment au modèle LC/4 conçu par lui, sous peine d'astreinte, de s'entendre condamner à retirer dans la quinzaine de la signification du jugement à intervenir tous les produits litigieux qu'il a fournis à ses acheteurs et à les mettre à la disposition des requérantes en vue de leur destruction à sa charge, sous peine d'astreinte, de s'entendre condamner à payer aux requérantes la somme de 2.607.096.- francs à titre de dommages et intérêts et de voir ordonner la publication à ses frais du jugement à intervenir dans le quotidien Luxemburger Wort.

A l'appui de cette demande les sociétés requérantes ont exposé que la société Cassina, fabricant italien de meubles, a obtenu en 1964 des titulaires du droit d'auteur sur les modèles de meubles LE CORBUSIER le droit exclusif de fabriquer et de vendre les modèles de meubles LE CORBUSIER dans le monde entier, le contrat de licence le plus récent, datant de 1995, étant toujours en vigueur et permettant à la société Cassina d'entreprendre, de sa propre initiative, toute action juridique qu'elle estimera opportune à l'encontre des violations des droits d'auteur;

que la société Mobica est l'agent exclusif de la société Cassina pour le Benelux;

que les modèles de meubles LE CORBUSIER sont des œuvres tombant sous le champ d'application de la loi du 29 mars 1972 sur le droit d'auteur;

que les requérantes ont constaté que **A.)** offrait en vente des copies de meubles de LE CORBUSIER du type LC/4 (chaise longue); que ces modèles de meubles vendus par **A.)** sont en ce qui concerne le design identiques ou en tout cas similaires en tous points au modèle LC/4 qui est protégé par le droit d'auteur et qu'ils sont dès lors à considérer comme copies non autorisées et que **A.)** viole le droit d'auteur des titulaires de ce droit dont la société Cassina est l'ayant droit.

Par exploit d'huissier du 17 mars 2000 **A.)** a fait intervenir la société de droit italien Sedia Maspero s.à r.l. dans le litige, aux fins de voir dire qu'en tant que vendeur elle est tenue à garantie à l'égard de **A.)** et aux fins de s'entendre condamner à tenir ce dernier quitte et indemne de toute condamnation à intervenir à son encontre.

Pour s'opposer à la demande des sociétés Cassina et Mobica **A.)** a fait plaider en première instance que les meubles litigieux ne bénéficient d'aucune protection en Italie, qui est leur pays d'origine, de sorte qu'ils ne sauraient à fortiori bénéficier d'une protection au Luxembourg.

Dans un jugement rendu le 14 décembre 2000, le tribunal a retenu que si effectivement la chaise longue litigieuse ne bénéficie pas en Italie de la protection résultant du droit d'auteur, le pays d'origine de cette chaise longue n'est pas l'Italie.

Il a dit que le lieu d'origine du droit d'auteur est identifié au lieu où l'œuvre a acquis pour la première fois une dimension sociale, c'est-à-dire au lieu où elle a rencontré pour la première fois un public, qu'il résulte des éléments de la cause et notamment du catalogue édité par la société Cassina que la chaise de LE CORBUSIER a été présentée pour la première fois en 1928 au Salon d'automne à Paris, de sorte qu'il y a lieu d'admettre que le pays d'origine est la France.

Il a relevé qu'il résulte d'un jugement rendu le 12 juillet 1989 par le tribunal de grande instance de Paris que la chaise longue LE CORBUSIER bénéficie en France de la protection résultant du droit d'auteur.

Il a dit que, selon la jurisprudence de la Cour de Justice des Communautés européennes, les œuvres rattachées par un élément quelconque à un autre Etat membre de l'Union européenne doivent bénéficier au Luxembourg de la même protection qu'une œuvre rattachée au Luxembourg et que le régime de protection du droit d'auteur relatif à la chaise LE CORBUSIER doit dès lors être soumis à la loi luxembourgeoise pour bénéficier dans ce pays de la protection qu'aurait obtenue une œuvre luxembourgeoise.

Après avoir retenu que la chaise longue litigieuse remplit les conditions pour pouvoir bénéficier de la protection de la loi du 29 mars 1972 sur le droit d'auteur, il a constaté qu'il existe une contradiction entre les dispositions de cette loi et de la directive 93/98/CEE du Conseil du 29 octobre 1993 relative à l'harmonisation de la durée de protection du droit d'auteur et a invité les parties à prendre position à ce sujet.

Par jugement rendu le 17 mai 2001, le tribunal a dit les demandes principale et en intervention non fondées et en a débouté les parties demanderesse respectives.

Dans ce jugement le tribunal a relevé que si aux termes de la directive 93/98 les droits de l'auteur d'une œuvre littéraire ou artistique au sens de l'article 2 de la Convention de Berne, qui vise également les œuvres des arts appliqués, durent toute la vie de l'auteur et pendant 70 ans après sa mort, la loi luxembourgeoise du 8 septembre 1997, qui a comme objectif principal de porter la durée de la protection des œuvres d'art de 50 à 70 ans, n'a cependant pas modifié l'article 4 de la loi du 29 mars 1972 en ce qu'il prévoit un régime dérogatoire pour les œuvres des arts appliqués, à savoir une durée

de protection de 50 ans à compter de la réalisation de ces œuvres de sorte que la loi luxembourgeoise, dans sa version du 8 septembre 1997, ne correspond pas exactement à la directive.

Analysant l'influence que peut avoir la directive sur la législation interne d'un Etat membre, il a dit que d'après la Cour de Justice des Communautés européennes, une directive ne peut pas, par elle-même, créer d'obligations dans le chef d'un particulier et qu'une disposition d'une directive ne peut par conséquent être invoquée en tant que telle à l'encontre d'une telle personne; qu'il est cependant également admis de manière constante par la CJCE que l'obligation des Etats membres d'atteindre le résultat prévu par une directive et de prendre toutes mesures propres à assurer l'exécution de cette obligation s'impose à toutes les autorités des Etats membres, y compris, dans le cadre de leurs compétences, les autorités judiciaires, qu'ainsi la juridiction nationale, appelée à interpréter le droit national, est tenue de le faire dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive pour atteindre le résultat visé par celle-ci.

Il a estimé qu'en l'espèce l'article 4 de la loi modifiée du 29 mars 1972 sur le droit d'auteur ne donne pas lieu à interprétation, la loi modificative du 8 septembre 1997 n'ayant pas apporté de changement au régime dérogatoire au droit commun applicable aux œuvres des arts appliqués contenu à l'alinéa 1 de l'article 4; que la disposition transitoire prévue à l'article 49, alinéa 2, telle que modifiée par la loi du 8 septembre 1997, invoquée par les sociétés demanderessees n'autorise pas non une interprétation de la loi dans un sens permettant d'obtenir un résultat conforme à la directive, cette disposition ne concernant que les œuvres pour lesquelles la loi du 8 septembre 1997 a porté la durée de protection de 50 ans à 70 ans après la mort de leur auteur et ne permettant pas de faire renaître des droits éteints en vertu d'une disposition qui est restée inchangée.

Il en a déduit que par application de l'article 4 de la loi modifiée du 29 mars 1972 sur le droit d'auteur, la protection de la chaise longue litigieuse, qui a été rendue accessible au public pour la première fois en 1928 et qui est une œuvre des arts appliqués, a pris fin au Luxembourg 50 ans après sa première publication, soit en 1978.

Par exploit d'huissier du 21 novembre 2001 la société Mobica a relevé appel de ces deux jugements non signifiés, la société Cassina en a relevé appel par exploit d'huissier du 6 décembre 2001.

Ces appels, qui ont été joints par le magistrat de la mise en état, sont réguliers en la forme, partant recevables.

Les parties appelantes n'ont adressé aucun reproche au jugement du 14 décembre 2000 entrepris par elles, qui ne leur a d'ailleurs pas porté préjudice, de sorte que les appels sont à dire non fondés en tant que dirigés contre ce jugement.

A l'appui de leurs appels les sociétés Cassina et Mobicca font plaider que s'il est exact que l'article 4 de la loi modifiée du 29 mars 1972 prévoit que le droit d'auteur sur les œuvres des arts appliqués se prolonge pendant 50 ans à compter de leur réalisation, cette loi est cependant contraire aux dispositions de la directive 93/98 qui a prolongé cette protection à 70 ans après la mort de l'auteur de l'œuvre. Selon les parties appelantes, les dispositions d'une directive s'imposent aux juridictions nationales et les premiers juges auraient dû interpréter la loi du 29 mars 1972 de manière conforme à la directive et partant dans le sens que la protection de 70 ans s'étend à toute œuvre, y compris celles des arts appliqués.

La société Cassina invoque d'autre part la loi du 18 avril 2001 sur les droits d'auteur qui a remédié aux carences de la loi du 8 septembre 1997 en portant le délai de protection du droit d'auteur à 70 ans également pour les œuvres des arts appliqués. Elle soutient que les premiers juges n'auraient pas dû méconnaître les dispositions légales intervenues, il est vrai, pendant le délibéré de l'affaire.

A.) soutient que c'est à tort que les premiers juges ont décidé que les modèles de meubles litigieux bénéficient au Luxembourg d'une protection au titre du droit d'auteur, alors qu'ils n'en bénéficient pas dans le pays dont ils émanent, les principes de la libre circulation des biens et de la non-discrimination s'y opposant; que c'est encore à tort qu'ils ont retenu que le pays d'origine serait la France, où les meubles auraient été pour la première fois présentés au public, alors que le pays d'origine est celui où ils ont été produits, soit l'Italie.

Selon **A.)**, en tout état de cause, en continuant la production de la chaise longue litigieuse en Italie, nonobstant l'absence de protection au titre du droit d'auteur, la société Cassina a nécessairement consenti à la libre commercialisation de ce meuble.

A titre subsidiaire il fait valoir que, même en admettant que le régime de protection applicable sur le territoire luxembourgeois soit soumis à la loi luxembourgeoise, les premiers juges ont encore dit à tort que les modèles de meubles LE CORBUSIER relèvent du champ d'application de la loi du 29 mars 1972, qu'il faut au contraire se référer à la loi uniforme Benelux relative aux dessins et modèles.

A.) se prévaut dans ce contexte de l'arrêt de la Cour d'appel de Florence du 1er juin 1990 qui a refusé à la chaise longue LE CORBUSIER la qualification d'œuvre d'art appliqué à l'industrie au motif que *"la valeur artistique de l'objet ne peut se scinder du caractère industriel du produit auquel elle est associée"* et que *"la doctrine et la jurisprudence distinguent entre les modèles bidimensionnels et les modèles tridimensionnels ... la jurisprudence a toujours estimé inexistant le caractère créatif de l'œuvre et a nié la protection du droit d'auteur aux objets tridimensionnels ..."*. **A.)** déclare encore se référer au système juridique anglais d'après lequel, selon lui, la reproduction industrielle d'une œuvre fait cesser toute protection existante.

A titre plus subsidiaire, il demande la confirmation du jugement entrepris en ce qu'il a dit que la protection de la chaise longue est échue depuis 1978 et que les dispositions de la directive 93/98 ne peuvent être invoquées à l'encontre de particuliers.

A.) oppose à la prise en considération de la loi du 18 avril 2001 le principe de la non-rétroactivité de la loi nouvelle, d'ailleurs confirmé en l'espèce par l'article 96, alinéa 2 de la loi de 2001.

A titre plus subsidiaire encore il conteste toute ressemblance entre les modèles de chaises vendus par les parties Cassina et Mobicca et ceux vendus par lui, allègue sa bonne foi, conteste les montants réclamés et réitère sa demande dirigée contre la société Sedia Maspero.

Par conclusions subséquentes **A.)** demande à la Cour de soumettre aux juridictions européennes deux questions préjudicielles en rapport avec les principes de la libre circulation des biens et de la non-discrimination.

La société Sedia Maspero se rallie aux conclusions de **A.)** dans la mesure où elles constituent une défense à la demande des parties appelantes et conclut à voir rejeter la demande dirigée par **A.)** à son encontre.

Avant qu'il n'y ait lieu d'analyser si une éventuelle protection de la chaise longue litigieuse au Luxembourg peut porter atteinte aux principes de la libre circulation des biens et de la non-discrimination, il faut examiner si une telle protection existe.

La Cour se rallie aux premiers juges pour dire que le pays d'origine d'une œuvre est celui où elle a été publiée pour la première fois. Cette définition du pays d'origine est donnée par l'article 5, paragraphe 4 de la Convention de Berne. De toute façon, d'après le même article 5, paragraphe 2, la jouissance et l'exercice des droits d'auteur sont indépendants de l'existence de la protection dans le pays d'origine de l'œuvre et l'étendue de la protection et les moyens de recours garantis à l'auteur pour la sauvegarde de ses droits se règlent exclusivement d'après la législation du pays où elle est réclamée. La référence au pays d'origine garde, d'après la Convention de Berne et la Convention Universelle, son importance pour la seule question de la durée de la protection qui, en principe, ne peut dépasser celle fixée dans le pays d'origine (cf. Batiffol et Lagarde, D.I.P. T. 2 n° 530).

La Cour n'entend d'autre part pas suivre le raisonnement de la Cour d'appel de Florence, ni se référer au système juridique anglais, mais elle fait sienne la motivation des premiers juges pour retenir avec eux que la chaise longue LE CORBUSIER peut au Luxembourg se réclamer de la législation protectrice des droits d'auteur.

Les sociétés appelantes font plaider qu'en excluant les œuvres des arts appliqués de la protection prolongée de 70 ans après la mort de l'auteur, le législateur luxembourgeois n'a pas correctement transposé en droit national les dispositions de la directive 93/98 et que le juge qui applique la loi du 29

mars 1972, telle que modifiée par celle du 8 septembre 1997, doit l'interpréter dans ce sens que la protection de 70 ans s'étend à toute œuvre, y compris les œuvres des arts appliqués.

Ainsi que l'ont dit les premiers juges, en appliquant le droit national, la juridiction nationale appelée à l'interpréter est tenue de le faire dans toute la mesure du possible à la lumière du texte et de la finalité de la directive pour atteindre le résultat visé par celle-ci (arrêt CJCE du 10.4.1984, V. et K., 14/83, Rec. p. 1891, points 26 et 28; 14.7.1994, F., 91/92, Rec. p. 1-3325, point 26).

L'article 4 de la loi du 29 mars 1972 sur le droit d'auteur dispose:

"Le droit d'auteur sur les œuvres photographiques et les œuvres des arts appliqués se prolonge pendant 50 ans à compter de leur réalisation".

La loi du 8 septembre 1997 portant modification de la loi du 29 mars 1972, a ajouté à l'article 4 un deuxième alinéa libellé comme suit:

"Cependant, les œuvres photographiques bénéficient d'une durée égale à celle prévue à l'article 2 (i.e. 70 ans après le décès de l'auteur), si ces œuvres sont originales en ce sens qu'elles sont une création intellectuelle propre à leur auteur."

Ainsi que l'ont à bon droit retenu les premiers juges, l'article 4, tel que modifié, est clair et ne souffre pas d'interprétation. Si donc le législateur de 1997 n'a pas correctement transposé la directive 93/98 qui prévoit une durée de protection de 70 après la mort de l'auteur également pour les œuvres des arts appliqués, le juge national ne peut, sous peine de dénaturer la loi, interpréter l'article 4 de la loi du 29 mars 1972 dans le sens voulu par les appelantes.

Conformément à cette disposition, la protection accordée à la chaise longue LE CORBUSIER a donc pris fin 50 ans après sa réalisation, donc au plus tard en 1978.

D'autre part, ainsi que l'ont encore rappelé les premiers juges, d'après la jurisprudence constante de la Cour de Justice des Communautés européennes, une directive ne peut pas par elle-même créer d'obligations dans le chef d'un particulier et une disposition d'une directive ne peut donc être invoquée en tant que telle à l'encontre d'une telle personne devant une juridiction nationale (arrêt M. du 26.2.1986, 152/84, Rec. p. 723, point 48; K. du 8.10.1987, 80/86, Rec. p. 4-3969, point 9; F. du 14.7.1994, précité, point 24).

Les parties appelantes ne peuvent enfin se prévaloir à l'encontre de **A.)** des dispositions de la loi du 18 avril 2001 qui a porté le délai de protection de toutes les œuvres à 70 ans après la mort de l'auteur.

L'article 96, paragraphe 2 de la loi dispose que *"La présente loi ne porte pas préjudice aux droits acquis en vertu de la loi ou par l'effet d'actes juridiques, ni*

aux actes d'exploitation accomplis antérieurement à son entrée en vigueur et qui avaient été légalement posés sous l'empire des lois antérieures."

Il résulte des pièces du dossier que les faits reprochés à **A.)** se situent dans les années 1997 et 1998, donc avant l'entrée en vigueur de la loi de 2001 et à un moment où la protection accordée à la chaise longue litigieuse par la loi modifiée de 1972 avait pris fin depuis une vingtaine d'années.

Il s'en suit, et sans qu'il y ait lieu d'analyser les autres moyens de **A.)**, que les appels sont à dire non fondés et que le jugement du 17 mai 2001 est à confirmer.

Toutes les parties concluent à l'allocation d'une indemnité de procédure.

Les sociétés appelantes, qui succombent dans leurs appels et sont à condamner à tous les frais et dépens de l'instance d'appel, ne peuvent se prévaloir des dispositions de l'article 240 du nouveau code de procédure civile et leurs demandes sont à dire non fondées.

Il serait toutefois inéquitable de laisser à charge de **A.)** et de la société Sedia Maspero l'intégralité des frais non compris dans les dépens qu'ils ont dû exposer pour se défendre contre l'appel non justifié relevé par les sociétés Cassina et Mobica, de sorte que leurs demandes sont fondées dans leur principe.

Il y a lieu de condamner les sociétés Cassina et Mobica à payer à **A.)** chacune la somme de 750.- euros.

La société Sedia Maspero a dirigé sa demande contre la seule société Mobica et cette demande est à dire fondée à concurrence de 750.- euros.

Par ces motifs :

la Cour d'appel, neuvième chambre, siégeant en matière civile, statuant contradictoirement et sur le rapport du magistrat de la mise en état,

reçoit les appels en la forme;

les dit non fondés et confirme les jugements entrepris;

condamne la société de droit italien S.p.A. Cassina et la société de droit belge Mobica S.A. à payer à **A.)** chacune une indemnité de procédure de 750.- euros;

condamne la société de droit belge Mobica S.A. à payer à la société de droit italien Sedia Maspero s.à r.l. une indemnité de procédure de 750.- euros;

déboute les deux sociétés appelantes de leurs demandes basées sur l'article 240 du nouveau code de procédure civile et les condamne aux frais et dépens de l'instance d'appel, dont distraction au profit de Maître Jean-Louis Schiltz et de Maître Claude Pauly, sur leurs affirmations de droit.